

**Arrêté temporaire n°22-AT-453**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE DESCARTES et AVENUE CHARLES DE GAULLE (D7)**

Madame le Maire de Portes -lès-Valence,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1 et R. 413-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 02/11/2022 RUE DESCARTES et AVENUE CHARLES DE GAULLE (D7)

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le **02/11/2022**, les prescriptions suivantes s'appliquent **à l'intersection de la RUE DESCARTES et de l'AVENUE CHARLES DE GAULLE** :

- La circulation est alternée par feux, la journée de 08h00 à 18h00. et La circulation est réduite à une voie et régulée par alternat automatique au moyen de feux tricolores ou manuellement, avec basculement de la circulation sur la chaussée opposée ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, **l'entreprise KYNTUS** représenté par Mr KHALDI Imane.

**Article 3**

Le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, Le Directeur des Services Techniques et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Portes-lès-Valence, le 02/11/2022,  
Madame le Maire de Portes-lès-Valence,



Geneviève GIRARD

***DIFFUSION:** le chef de la Police Municipale de Portes-lès-Valence, le Directeur de la Sécurité publique à Valence 26, SDIS, KYNTUS . Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*